

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 26 octobre 2024

A force d'être saturé de scènes de cruauté ou de barbarie, il finit par ne plus y avoir de place pour l'empathie, l'espoir d'un monde meilleur s'évanouit.

C'est le risque qui guette chacun d'entre nous, alors serrons les rangs, brisons notre isolement, agissons, organisons-nous, mobilisons-nous sur le terrain de la lutte de classe et nous vaincrons !

Dites-vous bien, qu'en matière de résistance, d'engagement politique, rien ne vaut le militantisme, pendant lequel vous êtes amenés à rencontrer des centaines de travailleurs, à confronter sincèrement vos idées ou à essayer de les partager avec eux, de leur faire connaître le marxisme et le socialisme, parce que c'est l'unique moyen de faire avancer notre cause, de construire le parti ouvrier révolutionnaire qui nous fait si cruellement défaut de nos jours.

Ce n'est certainement pas en restant scotché pendant des heures devant un écran, qu'on changera un jour quoi que ce soit, il ne faut pas se leurrer. On perd son temps, quand on ne met pas en pratique nos idées, et quand cette pratique ne se traduit pas sur le plan organisationnel, la théorie, la pratique et l'organisation entretiennent des liens réciproques, et c'est seulement unis ou indissociables qu'ils sont réellement efficaces.

Nos ennemis sont puissamment organisés, structurés, disciplinés, armés théoriquement ou idéologiquement, ils savent ce qu'ils veulent, et ils se donnent les moyens d'y parvenir, ce qui leur permet d'atteindre leurs objectifs en règle générale, puisqu'ils ont été en mesure d'assurer la survie du capitalisme qui était condamné à disparaître depuis un siècle.

Nous, nous faisons exactement l'inverse, et nous obtenons le résultat inverse. Cela devrait faire réfléchir.

Esquisse d'une nouvelle analyse de la situation mondiale. – Le Socialisme – 26 octobre 2024

http://www.luttedeclasser.org/dossier_2_2024/Le_Socialisme_declaration_26102024.pdf

Tribune libre de la lutte de classe.

Appel du 7^e Congrès. Que veut le Parti des travailleurs ? - 20 octobre 2024

http://www.luttedeclasser.org/dossier_2_2024/appel-du-congres_20-10-24.pdf

C'est quoi une société qui bascule dans l'autoritarisme, la tyrannie ou le totalitarisme ?

L'homme est devenu l'ennemi à abattre pour une frange de féministes hystériques instrumentalisées par le régime et les médias à son service, pour d'autres fanatisées, c'est l'Arabe, le musulman, l'immigré... Depuis que l'extrême droite a renoué avec le sionisme, dont elle partage l'idéologie fasciste et nazi, le juif sur lequel elle crachait il n'y a pas si longtemps que cela encore, est porté littéralement en héros !

Hier et pendant très longtemps, les hommes furent considérés supérieurs aux femmes, selon le droit naturel. Puis soudain, le législateur, obéissant au sommet de sa hiérarchie, décréta que leurs rapports devaient s'inverser, c'est ainsi que ce droit fut subrepticement ou autoritairement requalifié en délit. Par conséquent, à partir de ce jour-là, il fut décidé que tous les hommes qui avaient usé un jour du privilège exorbitant qui leur avait été accordé légalement jusque-là, devraient rendre compte des abus de pouvoir dont ils auraient pu se rendre coupables en actes ou en paroles envers des femmes, et être pénalement sanctionné, lourdement de préférence, ce qui signifiait que cette nouvelle loi s'appliquerait rétrospectivement, ce qui est parfaitement illégitime, mais pas illégal, puisque les tyrans ont le pouvoir d'en décider ainsi. Voilà en guise de présentation.

Aux temps des miliciens des mœurs et des justiciers, des procureurs en herbe vous surveillent et épient vos moindres paroles ou actes, les rapportent aux autorités ou les livrent aux médias avides de ces saloperies, ce sont tous des agents du régime tyrannique en place, qu'ils en aient conscience ou non peu importe.

Autrefois, la plupart des différents entre simples citoyens, qui se connaissaient ou non, portant sur un manque de respect, se traitaient à l'amiable entre eux dans le meilleur des cas. Dans le pire, celui qui dominait l'emportait sur le plus faible, conformément aux rapports sociaux de production établis dans la société ou le capitalisme, personne ne pouvant aller contre cette injustice tant que ces rapports sociaux n'auraient pas été abolies, les victimes en prenaient leur partie.

Dorénavant, ils s'étalent sur la place publique. Ils font l'objet d'une instrumentalisation politique, et l'institution judiciaire s'en saisit pour sanctionner, réprimer à tour de bras. Mais qui, sinon ceux qui se croient autorisés à faire preuve d'abus de pouvoir à l'instar de ceux qui gouvernent ou détiennent le pouvoir. Ils ne font que les imiter finalement, à ceci près, que ceux qui en sont à l'origine, ne seront jamais inquiétés par la justice puisqu'elle est faite pour eux ! C'est donc le pauvre type qui se laissera aller qui paiera pour eux.

C'est dégueulasse, assurément, mais la victime qui réclame justice ou plutôt qui hurle vengeance, elle ne remontera pas si loin, elle se satisfera du premier coupable venu ou désigné, peu importe que ce soit un bouc émissaire ou que la peine qui lui sera infligée sera disproportionnée par rapport aux faits qui lui étaient reprochés, devenue complètement hystérique, elle s'en fout.

Les désormais présumés coupables, puisque la présomption d'innocence est bafouée, sont trainés dans la boue, bannis, excommuniés, lynchés en place publique, leur vie brisée...

Une main aux fesses d'une femme ou posée sur sa poitrine ; une bise volée dans le cou, une caresse d'un genou, des propos tendancieux, une proposition suspecte, etc. suffisent, peu importe les circonstances, si le mec était bourré ou défoncé ou non, si cela se passait en boîte de nuit...

Ils appellent cela une agression sexuelle ou un viol, autrefois on appelait cela une drague plutôt lourdingue, un geste déplacée, le type se faisait sermonner ou envoyer promener, parfois il prenait une grosse baffé méritée dans sa gueule et cela en restait là. Parfois les femmes laissaient faire jusqu'à la conclusion ou l'acte sexuel proprement dit, personne ne se demandait comment cela avait commencé, cela ne concernait que les intéressés.

De nos jours, ils perdent leur boulot, divorcent ou leurs compagnes les abandonnent, ils sont séparés de leurs enfants, leurs familles les bannissent, leurs amis ne veulent plus les voir, leurs collègues de travail ne leur parlent plus, ce sont des littéralement des pestiférés, ils sont trainés devant les tribunaux, leur vie est étalée dans les journaux, à la radio ou télévision, dans les réseaux dits sociaux, bref, que ce qu'on leur reproche soit justifié ou non, ils n'ont plus qu'à disparaître, partir loin ou se mettre une balle dans la tête !

Ce procédé me fait horreur, bien que je ne sente pas du tout concerné. Au contraire, j'ai dû repousser les avances sexuelles de plusieurs femmes. Pour un peu, s'il n'y avait pas prescription, je porterais plainte contre elles histoire de me faire un peu de pognon !

Surréaliste. Tandis qu'ils ont cautionné l'anéantissement total de la bande de Gaza.

Les BRICS lancent un appel urgent à la création d'un État palestinien et au cessez-le-feu à Gaza - Réseau International 24 octobre 2024

Les dirigeants des BRICS ont appelé dans une déclaration commune à un «*État de Palestine indépendant et viable, dans les frontières internationalement reconnues de juin 1967, avec Jérusalem-Est comme capitale, vivant côte à côte dans la paix et la sécurité avec Israël*». (Source : thecradle.co) Réseau International 24 octobre 2024

J-C – Un champ de ruine et un charnier à ciel ouvert ! Admirez le cynisme. Et dire qu'il y en a qui avaient des illusions dans les BRICS, à cette allure, elles vont vite s'envoler, tant mieux. A la fin, ils se rendront compte qu'il ne reste que le socialisme comme alternative cohérente et sérieuse au capitalisme.

Dans quel monde merveilleux vivons-nous ?

Si la médecine humaine est maltraitée, celle des animaux l'est tout autant ou pire encore, car ces pauvres bêtes ne peuvent pas s'organiser et se défendre. Ils les bourrent de médicaments, hormones de croissance et antibiotiques, vaccins, etc. pour le compte de BigPharma.

Si tu ne vaccines pas tes animaux, ils risquent de mourir, ce sera de ta faute, c'est culpabilisant et dissuasif quand on n'y connaît rien en médecine vétérinaire. Ici ou les parasites pullulent du fait du climat tropical, les animaux ne se portent pas forcément plus mal qu'ailleurs, où ils sont systématiquement piqués.

En visionnant un documentaire filmé dans le nord de l'Inde, j'ai fait la connaissance avec des habitants d'un minuscule village totalement isolé, planté à plus de 3500 mètres d'altitude dans les contreforts de l'Himalaya, certaines maisons étaient encastrées dans la montagne façon troglodytes.

Ils vivaient sans eau courante, électricité, téléphone, gaz, pas de médecin, aucun service public, à part parfois quelques agents itinérants, une route à flanc de montagne forée à la dynamite au début des années 2000, une des plus dangereuse du monde bordée de précipices de 500 mètres !

Le commentateur raconta qu'ils vivaient comme il y a un siècle en arrière. On eut le droit à la visite d'une habitation à l'heure du thé, et effectivement c'était plus que rudimentaire, rien, pas même une chaise ou une table, le dénuement le plus total. Et bien malgré tout, ils arboraient tous un grand sourire, un sourire franc qui sent bon l'authenticité, et ils étaient particulièrement loquaces, bref, sympathiques.

Ils ont évoqué leur vie très dure, ils prennent cela avec une certaine fatalité, il faut dire qu'ils n'ont jamais connu autre chose, ils ne disposent d'aucun point de comparaison, et ils ont des à-côtés que nous n'avons pas, par exemple, ils vivent au grand air dans un cadre majestueux, et ils disposent de plus de temps et de liberté pour profiter de la vie, du coup, ils se disent relativement satisfait de leur sort, et ils n'envisagent pas de partir vivre ailleurs.

Cela m'a interpellé, car nous, avec tout ce dont on dispose, on fait la gueule, on fait chier tout le monde, il nous manque toujours quelque chose, on n'est jamais heureux, pire, on se pourrit la vie nous-même quand elle est trop agréable. C'est là qu'on se dit que l'occidental a un gros problème avec lui-même, il ne sait pas ce qu'il veut vraiment, ce qu'il aime ou n'aime pas, il veut tout, tout de suite, puis il s'en lasse et le balance ou le maudit, il ne sait plus ce qu'il veut ! La société de consommation et du divertissement l'a rendu fou. Pourvu qu'il s'en lasse, qu'il en revienne et prenne enfin son destin en mains, c'est tout le mal qu'on lui souhaite. Vous voyez, même là on ne juge personne, je le fais remarquer au passage.

Pour aborder le week-end dans la bonne humeur.

Pour vaincre la stratégie de la peur qui peut provoquer des "fissures anales" : Devinez ce qu'ils ont imaginé : Soulagez-vous, allez chier un bon coup !

J-C - Dire qu'ils passent leur temps à nous emmerder ou nous pourrir la vie, c'est peu dire, la preuve. Quel délire !

Cette mauvaise habitude très répandue aux toilettes est à oublier absolument selon ces gastro-entérologues - Femme Actuelle 23 octobre 2024

Que ce soit à cause des bruits ou des odeurs, il peut être très embarrassant d'aller à la selle lorsque l'on n'est pas chez soi. Pour certaines personnes, il s'agit d'un véritable blocage psychologique, et même d'une phobie que l'on appelle parcoprésie, aussi connue sous les termes de "poop shaming" ou "*syndrome de la toilette phobique*".

Celle-ci se manifeste par la peur de la défécation dans les toilettes publiques ou chez autrui. Pour éviter de vivre cette situation, le réflexe de beaucoup de personnes est de se retenir d'aller à la selle. Cependant, le fait de se retenir trop régulièrement pourrait être nocif pour la santé. C'est ce qu'explique le Dr Ritu Nahar, gastro-entérologue à Allied Digestive Health auprès de Parade, un média américain.

En France, selon une étude Ifop publiée en mai 2022, 44 % des salariés disaient se retenir d'aller aux toilettes sur leur lieu de travail. Pour lutter contre ce tabou, le ministère de la Santé de l'État du Queensland, en Australie, a diffusé en septembre dernier sur différents réseaux sociaux une campagne de sensibilisation pour prôner la normalisation du “*caca au travail*”. Femme Actuelle 23 octobre 2024

J-C – J'en suis arrivé à me demander, si en fait de progression, on n'avait pas loupé une formidable occasion au XXe siècle, et du coup on s'était condamné à régresser indéfiniment. Maintenant, la question est de savoir jusqu'où, jusqu'à quand ou quand cette orientation s'inversera, à quelle occasion, personne ne le sait.

Comment, tout au long d'un article, RFI distille insidieusement la propagande anglo-saxonne de l'OTAN.

J-C - J'ai souligné en rouge les expressions qui tendent à influencer les lecteurs, elles sont destinées à discréditer la Russie et ses alliés pour le compte du clan de l'oligarchie financière anglo-saxonne néoconservatrice qui dirige l'OTAN.

L'auteur va s'employer à minimiser la portée de ce sommet. Il peine à camoufler sa russophobie ou xénophobie névrotique ou compulsive.

Vitrine pour Vladimir Poutine, le sommet des Brics signe une déclaration conjointe sans grandes mesures -RFI/Reuters

Le sommet des Brics à Kazan s'achève ce jeudi 24 octobre par une conférence de presse du président russe. La déclaration finale, **vague et sans mesures**, a été publiée mercredi dans l'après-midi et **ne dit rien** sur les bases d'un système financier alternatif. Mais peu importe pour le chef de l'État russe, le **succès d'image** est là.

Les 43 pages de déclaration finale ne mentionnent **aucune décision concrète**, mais un engagement général, et ce **sans limite de temps**. « *Nous convenons d'examiner la possibilité de mettre en place un système Brics de paiement transfrontalier indépendant* », indique le document qui, dans la foulée, précise qu'il ne s'agit en aucun cas de prétendre remplacer le système en place mais de « *compléter les infrastructures existantes* ». (Un « *engagement général* » a peut-être plus de valeur qu'une « *décision concrète* » en certaines circonstance, ce que RFI ne pouvait pas préciser, chacun aura compris pourquoi. – J-C)

Cette déclaration commune est un pas avant tout **symbolique**. Et au fond, peu importe, car avec une poignée de main avec son homologue turc, Vladimir Poutine a eu ce qu'il voulait : être le premier à accueillir dans un sommet des Brics un pays de l'Otan. (Une conférence de cette importance au regard de ses participants ravalée à un « *symbole* », autant dire qu'elle fut insignifiante. – J-C)

Ce jeudi verra aussi, à Kazan, la première réunion en format officiel avec les pays, comme la Turquie, qui frappent à la porte de l'organisation. Le chef de l'État russe, **inculpé par la Cour pénale internationale** et limité dans ses déplacements internationaux, a en tout cas **les images** qu'il voulait montrer à son opinion intérieure et au monde : celles d'un dirigeant **encore capable** de jouer les chefs d'orchestre diplomatique.

Appels à l'arrêt des combats au Proche-Orient et en Ukraine

Dans la déclaration conjointe, les Brics ont évoqué le conflit au Proche-Orient et ont appelé Israël à « *cesser immédiatement* » les attaques contre la force de l'ONU au Liban (Finul) et à « *préserver l'intégrité territoriale* » de ce pays, tandis que le président iranien, Massoud Pezeshkian, a appelé ses partenaires à « *user de toutes leurs capacités collectives et individuelles pour mettre fin à la guerre à Gaza et au Liban* ».

Mais ce sommet a aussi été l'occasion, pour nombre de **protagonistes**, d'évoquer le conflit ukrainien. Xi Jinping a rappelé son plan proposé avec le Brésil – qui avait été qualifié par Volodymyr Zelensky « *d'initiative destructrice conçue sans le consulter* » – et a déclaré que « *la Chine, le Brésil et les pays du Sud mondial ont créé un groupe d'amis de la paix* ». (Des chefs d'Etat qui représentent la moitié ou plus de la population mondiale ravalés au rang de vulgaires « *protagonistes* ». – J-C)

Le secrétaire général de l'ONU, António Guterres, dont la venue à Kazan était très contestée par l'Ukraine, se pose aussi comme médiateur dans le conflit en cours. Enfin, dans les allées de ce **sommet très verrouillé**, on pouvait également observer une importante et **totale silenceuse** délégation des Émirats arabes unis. C'était sous leur égide que s'était déroulé le dernier échange de prisonniers entre la Russie et l'Ukraine.

De son côté, le Kremlin, par la voix de son porte-parole mercredi matin, a affirmé lors d'une interview à une télévision russe que « *l'Ukraine est à l'ordre du jour de chaque réunion bilatérale* » et que toutes les offres de médiation des Brics sont accueillies « *favorablement* » par le chef de l'État russe.

Rapprochement Chine-Inde

Et outre Vladimir Poutine, ce sommet a aussi été l'occasion pour d'autres dirigeants d'afficher leurs ententes. Le sommet des Brics à Kazan a été le théâtre de la première rencontre entre **les leaders chinois et indiens** depuis cinq ans et le début des affrontements armés entre la région chinoise du Tibet et de celle, indienne, du Ladakh, selon un média d'État. (Xi Jinping et Narendra Modi leur brûlaient la gueule, « *leaders* » de peuples insignifiants, c'était déjà assez bien pour eux. Faux, ils s'étaient rencontrés au sommet des Brics en Inde en septembre 2021. – J-C)

Les deux pays n'ont pas fait d'annonce conjointe mais **l'effet est là** : ils ont annoncé, en amorce du sommet des Brics, avoir conclu un accord sur des patrouilles dans des zones frontalières disputées. (Une paille, mieux qu'un simple « *effet* », un accord qui pourrait permettre d'éviter des conflits inutiles, mais à RFI ils ne sont pas d'accord ou ils le perçoivent mal, à Washington aussi ! – J-C)

Les deux dirigeants qui se croisaient brièvement pendant les G20 ont passé, **à en croire** les images diffusées par les médias russes, du temps ensemble mardi soir, Vladimir Poutine assis entre eux deux. Et mercredi, Xi Jinping a eu des mots apaisants. « *Les deux parties doivent renforcer la communication et la coopération, gérer correctement les conflits et les divergences et réaliser les rêves de développement de l'autre* », a-t-il dit. (C'est ce que j'ai indiqué plus haut et désavoue les propos de RFI. – J-C)

A bas le colonialisme ! Quand l'impérialisme anglo-saxon fait son show.

Qu'il fasse "amende honorable", qu'il corrige "les inégalités qui perdurent" : Qu'il annule la résolution 181 de l'ONU, dissolve Israël et quitte la Palestine !

Le Commonwealth pousse le Royaume-Uni à faire amende honorable pour son passé colonial - AFP 25 octobre 2024

Charles III a tenté de temporiser vendredi au sommet du Commonwealth face aux demandes croissantes de réparations pour le passé colonial britannique sur fond de débat houleux quant à l'héritage de l'esclavage et de l'empire.

De nombreuses nations d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique souhaitent que le Royaume-Uni et d'autres puissances européennes versent une compensation financière pour l'esclavage ou qu'elles fassent au moins amende honorable sur le plan politique.

En quatre siècles, environ 10 à 15 millions d'esclaves ont été amenés de force dans les Amériques depuis l'Afrique, selon les historiens, même si le bilan humain exact reste inconnu.

La famille royale britannique, qui a bénéficié de la traite des esclaves pendant des siècles, a été invitée à présenter des excuses.

Mais le monarque s'est abstenu de le faire vendredi, demandant aux participants au sommet de "rejeter le langage de la division".

"Je comprends, en écoutant les gens à travers le Commonwealth, que les aspects les plus douloureux de notre passé continuent de résonner", a-t-il déclaré.

"Aucun d'entre nous ne peut changer le passé. Mais nous pouvons nous engager, de tout notre cœur, à en tirer les leçons et à trouver des moyens créatifs de corriger les inégalités qui perdurent."

Le Premier ministre Britannique Keir Starmer a jusqu'ici rejeté publiquement les demandes de réparations et ses collaborateurs ont exclu la possibilité de présenter des excuses lors du sommet.

"La traite des esclaves et les pratiques esclavagistes étaient odieuses et il est très important que nous prenions cela en compte comme point de départ", a déclaré M. Starmer à la BBC lors du sommet.

"La question qui se pose alors est la suivante: +Où allons-nous à partir de là?+ Ma position, si vous voulez, est que nous devrions regarder vers l'avant, que nous devrions examiner les défis d'aujourd'hui." AFP 25 octobre 2024

Quelques commentaires publiés dans le blog *Le Grand Soir*.

- Réponse à Caza

Merci de votre contribution.

Je ne comprends pas pourquoi vous me posez ce genre de questions, car on a pu observer qu'au cours des dernières décennies des millions de travailleurs et jeunes ont participé soit à différentes mobilisations sociales ou politiques à l'initiative d'organisations du mouvement ouvrier, soit organisées par des organisations qui gravitent autour ou qui y sont totalement étrangères. (Loi travail, retraites, Palestine, etc.)

Quant à savoir qui dans ce pays est "*conscient des enjeux de luttes des classes*", je n'ai pas de réponse toute faite à cette question. Tout dépend ce qu'on entend par là. Compte tenu du niveau théorique très bas des militants du mouvement ouvrier, on aurait envie de répondre très peu, d'autant plus qu'en dehors d'organisations marginales d'extrême gauche se réclamant encore du socialisme, aucun syndicat ou parti n'inscrit son combat dans la perspective de la rupture avec le capitalisme et ses institutions, aucun ne popularise les idées du socialisme, partant de là, je ne vois pas comment les travailleurs et jeunes pourraient être "*conscients des enjeux de luttes des classes*", sachant surtout, qu'à de rares exceptions près, cela ne viendra jamais d'eux-mêmes.

En guise de conclusion intermédiaire.

Bien que le mouvement ouvrier soit corrompu et dégénéré, il y a des milliers de militants qui continuent la lutte de classe avec leurs organisations au côté des travailleurs et jeunes, sans trop se soucier de savoir quelle est l'orientation politique de leur combat politique, de sorte que quelle qu'en sera l'issue, les travailleurs n'en retiendront aucun enseignement, et en aucun cas ils ne renoueront avec le socialisme.

On peut se poser d'autres questions :

- Pourquoi la conception de la lutte de classe des marxistes est-elle incompatible avec celle des opportunistes, dits aussi, socialistes révisionnistes ou liquidateurs ou encore, réformistes bourgeois ? Peut-être parce qu'on ne peut pas concilier capitalisme et socialisme...
- Pourquoi, suite à la capitulation, la trahison, la décomposition de la social-démocratie et du stalinisme, le prolétariat n'est-il pas parvenu à se doter d'une nouvelle direction (nationale et internationale) ? Pourquoi finalement tous les autres courants du mouvement ouvrier ont-ils dégénéré à leur tour ? Notez que tous le nient farouchement, cela allait de soi...
- Pourquoi la multitude d'expériences de la lutte de classe auxquelles des millions de travailleurs ont participé au cours des 75 dernières années, n'ont-elles pas permis une élévation de leur conscience de classe, pourquoi au contraire ont-ils abandonné le socialisme ? Entre 2020 et 2022, on n'en a pas trouvé la moindre trace en France, hormis quelques cas isolés...
- Pourquoi ceux qui se présentent comme progressistes ou humanistes, qui prétendent avoir une conscience de classe supérieure à la moyenne des masses, s'acharnent-ils contre le marxisme et le socialisme, ses représentants, et cautionnent-ils le capitalisme et ses institutions ? Ils ne manquent pas parmi les lecteurs du GS, voire mes détracteurs hystériques notamment.

- Réponse à Vincent.

Vous êtes gentil Vincent. Si je peux me permettre, il me semble que vous n'avez pas bien saisi ce que j'ai voulu dire dans mon commentaire, sinon vous vous seriez aperçu que ce que vous expliquiez dans la première partie de votre commentaire y figurait, je ne vais pas le reformuler ici.

Je vous ferai remarquer, que toutes les questions politiques que j'ai posées, tranchent radicalement avec la démarche des dogmatiques qui évitent soigneusement de se les poser, vous devinerez sans peine pourquoi. Je voudrais bien savoir quel dirigeant de quel parti les posent d'ailleurs, à ma connaissance aucun, c'est révélateur. On peut le déplorer sans que cela ne change quoi que ce soit. Ils vous répondront qu'elles ne se posent pas en ces termes en guise de fin de non-recevoir, pour ne pas avoir à les aborder sérieusement, j'ajouterais, en prime avec le mépris habituel, j'ai déjà essayé, donc je vous en parle en connaissance de cause. Laissons cela de côté.

Si nous disposions d'un parti ouvrier révolutionnaire, qui organiserait ne serait-ce que 10% des 2,5 millions de travailleurs que vous évoquiez, ce n'est pas en théorie, mais en pratique que nous serions sur la voie de la révolution socialiste, mais malheureusement, il n'existe pas, d'où le combat politique pour le construire.

Faut-il encore, pour participer à ce combat politique, être convaincu que c'est un instrument indispensable pour organiser les masses et renverser le régime en place, instaurer une République sociale. Je crois que c'est là un des principaux problèmes que nous avons à résoudre, parce que personne ou presque ne veut en entendre parler. Que proposent ceux qui s'opposent ou rejettent cette stratégie ? Rien ! Quels sont leurs arguments ? Ils renvoient à ceux de Proudhon ou des anarchistes que Marx avaient balayés. Pour un peu, on croirait que la Révolution russe de 1917 n'aurait jamais eu lieu ou que le parti bolchevik n'aurait jamais existé, ni l'URSS du reste.

On était en droit de penser, que l'épisode des Gilets Jaunes aurait servi de leçon à ceux qui s'imaginaient qu'on pourrait combattre l'Etat des capitalistes sans théorie, sans programme, sans parti, sans dirigeant, etc. mais apparemment non.

Autre chose. Vous vous trompez en croyant que je n'aurais "*ni connu ni vécu ni mesuré "les dégâts irréparables produits par la doctrine du "management" façon néolib"*", car pour avoir été obligé de bosser dans plus de 40 boîtes en à peine 20 ans, c'est que j'en ai enduré des souffrances et des humiliations en tout genre, indirectement, c'est ce qui a brisé ma vie de famille, et c'est la principale raison qui m'a conduit à quitter la France pour ce trou en Inde où je survis, après un énième licenciement et une énième période de chômage.

Je suis donc bien placé pour vous comprendre quand vous dites que vous voulez "*que ça pète*", j'en profiterais pour sauter dans le premier avion pour rejoindre les rangs de la révolution.

Les anglo-saxons et les sionistes d'extrême droite ont fait un très mauvais calcul, car en faisant en sorte que les Palestiniens n'aient plus rien à perdre après avoir rasé le territoire où ils les maintenaient prisonniers, ils ont perdu de vue, que c'était le meilleur moyen pour qu'ils se radicalisent et rejoignent en masse les rangs des organisations ayant adopté la lutte armée, ou prennent le relais de tous les militants palestiniens qu'ils avaient massacrés.

En France, si nous n'en sommes pas encore là, en attendant, il est conseillé de s'organiser dans cette perspective pour venger un jour tous nos camarades tombés sur le champ d'honneur du combat pour notre libération de l'exploitation et de l'oppression.

- Après m'avoir calomnié dans un commentaire du 20 octobre à la suite de l'article - Irradier les consciences... publié le 18 octobre 2024, et parce que vous avez bénéficié de la bienveillance du GS, qui a trouvé bon de ne pas publier ma réponse, c'est son droit, je constate que vous en profitez pour m'attaquer une nouvelle fois, pourquoi, parce que j'ai osé dénoncer les calomnies dont s'est rendue coupable Annie Lacroix-Riz à l'encontre de G. Orwell.

Qu'apportez-vous en guise d'argument ? Que dal, comme d'habitude.

Je vous cite – Je ne serais pas étonné qu'en effet, Orwell soit une arnaque idéologique. Vous avouez que vous n'en savez absolument rien, mais vous la ramenez quand même, bref, cause toujours, il en restera bien quelque chose, c'est le procédé auquel recourent les individus malintentionnés, qui ont pour unique objectif que nuire à la réputation d'une personne. Après nous avoir fait part de votre ignorance, vous vous permettez de porter un jugement sur la qualité de la production littéraire d'Orwell, c'est tout à fait remarquable, surtout qu'à l'instar d'Annie Lacroix-Riz, vous ne direz pas un mot du contenu de 1984, la seule chose qui nous intéressait ici.

Soit, je veux bien admettre que la lutte contre le stalinisme soit passée au second plan, en revanche, mais 1984 ne contenait pas que cela, on ne pouvait pas faire l'impasse en lisant cet ouvrage sur le rapprochement qui existait avec le nazisme ou le fascisme, le nouvel ordre mondial totalitaire que le Forum économique mondial de Davos voudrait nous imposer ou ce que nous vivons déjà depuis quelques années, la dictature sanitaire de 2020 à 2022 notamment. À croire que, moins on en saura, et mieux cela vaudra.

Voilà qui va à l'encontre de mon engagement politique ou ma conception de la lutte de classe, qui consiste au contraire à partager mes connaissances ou celles des autres, quand j'estime qu'elles en valent la peine, de manière que collectivement le niveau de conscience politique progresse. J'en suis arrivé à la conclusion que nous ne partageons rien ou presque.

Pour montrer aux lecteurs du GS qu'avant de l'ouvrir, j'ai tout de même étudié le sujet.

Dans ma causerie du 8 mai 2018 (entre autres)

Politiquement incorrect. (5 pages avec sources ou liens)

http://www.luttedeclasser.org/dossier47/causerie08_05_2018.pdf

En complément sur Orwell et la perception que j'en ai.

Dans ma causerie du 9 novembre 2018

En famille. Pourquoi à l'unisson avec la droite et l'extrême droite, la gauche et l'extrême gauche détestent-elles Orwell ?

http://www.luttedeclasser.org/dossier48/causerie09_11_2018.pdf

Dans ma causerie du 10 novembre 2018

Pourquoi de l'extrême droite à l'extrême gauche détestent-ils tant Orwell ?

http://www.luttedeclassse.org/dossier48/causerie10_11_2018.pdf

Dans ma causerie du 11 novembre 2018

Jean-Jacques Rosat - Chroniques orwelliennes - Sur le contrôle des esprits - Collège de France

http://www.luttedeclassse.org/dossier48/causerie11_11_2018.pdf

Dans ma causerie du 1er décembre 2018

Orwell avait les mêmes faiblesses que les intellectuels de gauche, qui fatalement s'éloigneront du socialisme.

http://www.luttedeclassse.org/dossier49/causerie01_12_2018.pdf

J-C – Dans le fichier des causeries de 2008 à 2022. Maintenir enfoncée la touche du clavier CTRL et appuyez sur la touche F, vous accéderez à la fenêtre « recherche », dedans tapez « Orwell », pour accéder rapidement à tous les articles où Orwell avait été évoqué.

En famille. Quand le Parlement européen, apporte un “*un soutien fort*” à des fascistes.

J-C - Ils ne peuvent pas à la fois condamner la propagande fasciste et récompenser ses auteurs, devinez quel choix le Parlement européen a fait. Notez que d'ex-dirigeants nazis participèrent à la création de l'UE, l'UE tente de réaliser les objectifs politiques là où les nazis ont échoué.

Le prix Sakharov du Parlement européen, “*un soutien fort*” à l'opposition vénézuélienne Courier International 24 octobre 2024

Le prix Sakharov, récompense attribuée par le Parlement européen, a été décerné jeudi 24 octobre à Edmundo González Urrutia et María Corina Machado, les chefs de file de l'opposition au Venezuela. Ils succèdent au mouvement d'opposition iranien Femmes, vie, liberté et Masha Amini, la jeune Iranienne morte en garde à vue après avoir été arrêtée pour port de voile inapproprié.

Le média européen Politico précise que “*les leaders de l'opposition vénézuélienne ont été sélectionnés par le Parti populaire européen de centre droit et les Conservateurs et réformistes européens d'extrême droite. Le groupe d'extrême droite des Patriotes s'est rallié à eux après que leur candidat initial, le milliardaire de la technologie Elon Musk, n'a pas réussi à figurer sur la liste des finalistes pour le prestigieux prix*”. Courier International 24 octobre 2024

Parole d'un sioniste nazi. L'art de l'inversion accusatoire.

«Une guerre de civilisation contre le barbarisme» : Netanyahu enjoint en direct aux Français de soutenir Israël - RT 24 oct. 2024

Le 23 octobre, Benjamin Netanyahu a accordé depuis Jérusalem une interview à la chaîne privée française Cnews. Répondant aux questions de Laurence Ferrari, le Premier ministre israélien a exprimé en direct son point de vue sur la situation au Moyen-Orient.

S'adressant directement aux Français, et plus généralement à l'Occident, Benjamin Netanyahu a déclaré que le combat de l'État hébreu n'était pas uniquement la guerre d'Israël contre ses ennemis propres. *«Nous ne combattons pas seulement pour nous. Nous combattons pour vous aussi. C'est une guerre de civilisation contre le barbarisme. Ce n'est pas seulement du terrorisme. C'est pire que cela»*, a-t-il lancé.

Continuant sur l'idée de lutte commune à l'Occident et Israël, il a déclaré : *«Ce sont des supplétifs terroristes du Hamas qui, il y a un an, ont violé des femmes et les ont décapitées. Ils ont décapité des hommes et ont brûlé des bébés vifs. C'est une sauvagerie qui nous rappelle les nazis»*. Il a ensuite insisté : *«On les combat en votre nom, ils ont tué un professeur en France et un prêtre français dans son église»*.

Benjamin Netanyahu est également revenu sur sa relation avec Emmanuel Macron. *«J'ai parlé à Emmanuel Macron, et j'ai été extrêmement déçu»*, a déploré le Premier ministre israélien.

«Il nous a soutenus au début de la guerre mais, petit à petit, j'ai vu qu'il changeait de position et qu'il prenait des positions qui sont contre nos intérêts communs», a déclaré le Premier ministre israélien.

C'est celui qui le dit qui l'est ! Quand un fasciste peut en cacher un autre.

Kamala Harris juge que Donald Trump est un fasciste - Courrier International 24 octobre 2024

Kamala Harris a répondu par l'affirmative, mercredi 23 octobre, lorsqu'on lui a demandé, sur CNN, si elle pensait que Donald Trump était un fasciste.

Dans un entretien publié la veille par le *New York Times*, l'ancien chef de cabinet de Trump à la Maison Blanche avait estimé que son ex-patron répondait à la définition d'un "fasciste", et expliqué qu'il avait parlé avec admiration d'Adolf Hitler – des propos que l'équipe de campagne de M. Trump a démentis auprès de la presse.

«C'est absolument faux. Le président Trump n'a jamais dit cela», a déclaré mercredi son conseiller de campagne Alex Pfeiffer.

«Dans la dernière ligne droite de la course, [elle] intensifi [e] ses attaques, décrivant de plus en plus [Donald Trump] comme [...] inapte à être président», remarque CNN. Courrier International 24 octobre 2024

Au bout d'un mot, il y a des fachos !

« *Au bout d'un joint, d'un rail de coke, il y a des criminels* » : Bruno Retailleau annonce vouloir s'attaquer aux consommateurs de stupéfiants - Public Sénat 23 octobre 2024

« *Il n'y a pas d'offre quand il n'y a pas de demande. Il faut sortir de cette consommation dite récréative, un peu romantique. Je veux vous dire qu'au bout d'un joint, au bout d'un rail de coke, il y a des trafiquants, des proxénètes, des criminels [...]* Il faut que chacun soit responsabilisé »

J-C - Des "*trafiquants, des proxénètes, des criminels*", en somme, l'histoire de la Ve République et de ses partis ! Rien qu'entre 2020 et 2022, on ne les compte plus, tout comme leurs innocentes victimes beaucoup plus nombreuses !

Situation politique et sociale en France.

Faites tomber les masques. Vont-ils les soutenir ou les lâcher ? Devinez.

Assemblée nationale : Un collaborateur d'une députée LFI interdit d'accès - 20minutes.fr 25 octobre 2024

Est-ce en raison de propos polémiques tenus par cet assistant parlementaire ? La députée LFI Ersilia Soudais a annoncé jeudi que son collaborateur parlementaire Ritchy Thibault avait été interdit d'accès au Palais Bourbon par l'administration de l'Assemblée nationale.

Ancien gilet jaune, Ritchy Thibault avait déclaré début octobre lors d'une manifestation pour la Palestine : « *Le seul chemin dans les rues de Paris, c'est l'intifada* ». Le mot arabe, qui se traduit par « *soulèvement* » en français, renvoie à la révolte des Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza contre Israël, déclenchée en décembre 1987 et en septembre 2000.

Le coordinateur de La France insoumise, Manuel Bompard, avait par la suite pris ses distances avec ces propos, sans explicitement les condamner.

Plus récemment, Bruno Retailleau, le ministre de l'Intérieur, a déposé plainte pour « *injure publique* » contre ce collaborateur parlementaire, qui avait qualifié les policiers d'« *enfants de Pétain* ».

« *La collaboration entre les enfants de Pétain de la police nationale et les torchons de Bolloré est logique. Rien d'étonnant dans le fait d'être fiché par un régime en cours de fascisation* », avait-il écrit à propos d'un article d'Europe 1, propriété de Vincent Bolloré, qui indiquait qu'il était inscrit dans au moins deux fichiers de police.

Totalitarisme. Quand LFI cautionne l'état policier et les médias mainstream délateurs.

J-C – On doit avoir à l'esprit, que les narcotrafiants, les marchands et trafiquants d'armes, les réseaux de pédophilie internationaux, les banquiers et les paradis fiscaux, les autorités politiques et les services secrets tirent profit chacun de leur côté de ces activités illégales.

On ne peut s'empêcher de penser, chaque fois qu'une affaire est médiatisée, c'est qu'en haut lieu ils ont décidé de l'instrumentaliser à des fins politiques pour déstabiliser tel ou tel acteur politique ou Etat.

Là, c'est LFI qui est à nouveau visé, ce panier de crabes antiparti ouvrier, dans lequel on trouve tout et n'importe quoi. Au-delà c'est ce qu'il incarne à tort dans la conscience collective des travailleurs, donc c'est la classe ouvrière qui est visée et personne d'autre. Comme la réaction n'aurait pas suffisamment d'occasions pour l'attaquer, LFI va lui fournir de nouveaux prétextes. Vous comprenez pourquoi LFI est si nuisible à notre cause, et pourquoi je ne leur passe rien.

A la place de ces ordures, j'aurais répondu au ministre de l'Intérieur, à LR et au RN, qu'ils aillent se faire foutre avec leur société policière, qu'ils se mêlent de leurs affaires, des camés jusqu'à la gueule, des malfrats ou des gangsters, il y en a à la pelle dans les milieux qu'ils fréquentent, sans parler de la corruption quasi généralisée au niveau des institutions de la Ve République...

Qui est Andy Kerbrat (36 ans), le député Insoumis pris en flagrant délit d'achat de stupéfiants ? Paris Match 22 octobre 2024

Le député La France Insoumise de Loire-Atlantique a été contrôlé par des policiers en possession d'une drogue de synthèse à Paris ce jeudi 17 octobre.

Les faits se sont déroulés le jeudi 17 octobre en soirée sur le quai de la station de métro Lamarck-Caulaincourt, dans le 18e arrondissement de Paris. Le député a acheté 1,35 gramme de 3-MMC à un dealer de rue, mineur, selon les enquêteurs.

Très en lien avec la police et pas vraiment copain avec La France insoumise, le site Valeurs Actuelles se faisait un plaisir d'épingler l'achat de drogue de synthèse par le jeune député insoumis.

Selon des informations de *Valeurs actuelles* qui a révélé l'affaire (et *Le Parisien* - J-C), très en lien avec la police et pas vraiment copain avec La France insoumise, l'élu a été contrôlé en possession de 3-MMC sur le quai de la station de métro Lamarck-Caulaincourt, dans le 18e arrondissement de la capitale.

« *J'assume entièrement ma responsabilité et me mets à la disposition de la justice* », a-t-il écrit avant de présenter ses excuses et annoncer qu'il suivra « *un protocole de soins* » pour reprendre son activité de parlementaire.

Ces révélations de la presse ont évidemment agacé le principal concerné, qui n'avait pas encore eu le temps d'en parler à ses proches. Cette affaire « interroge une nouvelle fois sur la porosité entre des sources policières et les médias d'extrême droite », a dénoncé le député dans un communiqué.

L'élu de Loire-Atlantique a reçu le soutien de sa collègue écologiste Sandrine Rousseau (Les Ecologistes) sur les réseaux sociaux, ainsi que Mathilde Panot (LFI).

J-C - Savez-vous pourquoi, Rousseau, au lieu de le clouer au pilori comme elle en a l'habitude avec les hommes, l'a au contraire soutenu, devinez ? Parce qu'il est comme elle homosexuel !

Paris Match - Ouvertement Gay, Andy Kerbrat milite aussi pour les droits LGBTQIA + (Source : AFP, Paris Match, BFMTV et Le HuffPost 22 octobre 2024)

J-C – Souvenez-vous, le député LFI Adrien Quatennens, hétérosexuel, fusillé sur place par tous les partis du NFP pour une simple baffe donné à son épouse, il n'a pas bénéficié de la même mansuétude, cela montre à quel point ces partis politiques ne sont plus que des auxiliaires de l'idéologie de la classe dominante, des dégénérés, des balances, des ordures. Quand on lit cela, on se dit qu'ils sont infréquentables.

Cela dit, ce type-là, Andy Kerbrat, c'est une loque humaine, il s'est excusé en s'humiliant littéralement, il ne mériterait même pas qu'on le défende.

Tyrannie. La France a basculé dans un régime de terreur, d'Inquisition et de maccarthysme.

J-C - La police des mœurs et la délation sont devenues l'activité préférée d'une certaine frange de la population française de préférence étiquetée à gauche, influencée par l'idéologie totalitaire et l'abus de pouvoir dont font preuve les autorités en France et dans le monde.

Ne souhaitant pas s'attaquer aux régimes, au capitalisme, ils s'en prennent aux premiers venus qui leur sont désignés par les médias aux ordres, c'est ainsi que se forme la graine de fasciste, il faut l'avoir à l'esprit, c'est donc très grave et on se doit de le dénoncer fermement.

Comment de simples faits divers parviennent-ils à la connaissance de la population entière, ce qui s'est passé dans une obscure salle de classe, lors d'une altercation dans un village, sinon que l'intention était de monter en épingle ces incidents afin de les instrumentaliser politiquement.

Si vous me demandez ce que je pense de ce qui s'est passé ici ou là rapporté par ces médias, je vous répondrai que je n'en ai vraiment rien à foutre. Et Gare à ceux qui s'emmêleraient ou se transformeraient en auxiliaires du ministre de l'Intérieur, je les broierais !

Quelques exemples parmi tant d'autres.

Gard: une enseignante d'école primaire mise en examen après des violences sur des élèves - BFMTV 24 octobre 2024

Pour cinq de ces six enfants, il s'agit de violences psychologiques, comme des brimades ou des propos dénigrants ou humiliants, a appris BFMTV d'une source proche de l'enquête.

Lors d'auditions, les enfants ont notamment rapporté avoir été victimes de mauvais traitements et de propos particulièrement inadaptés de la part de l'enseignante. Une jeune fille de neuf ans s'est même vue prescrire trois jours d'ITT par un médecin. Elle a rapporté avoir été violentée au niveau de la cuisse et de la main. Des déclarations corroborées par l'examen médical qui a suivi.

Selon les informations de BFMTV, l'enseignante, placée en garde à vue ce mercredi 23 octobre à Alès, a nié les faits. Toujours selon les informations de BFMTV, la quinquagénaire avait fait l'objet d'un signalement en 2013 pour des faits similaires, mais finalement classé sans suite. BFMTV 24 octobre 2024

Niort : Une vingtaine de signalements de harcèlement moral et sexuel à l'hôpital - 20minutes.fr 24 octobre 2024

Toulouse : L'affectation au CHU d'un interne condamné pour agression sexuelle suspendue - 20minutes.fr 24 octobre 2024

Nicolas Bedos condamné à de la prison ferme : "une peine humiliante", son avocate contre-attaque - Closer 23 octobre 2024

J-C – Entre nous, je déteste ce type depuis le début. Il a profité de la notoriété de son père. C'est un raté, et il ne me fait pas marrer. Les néoconservateurs n'ont pas besoin de ce genre de personnages, alors ils les éliminent les uns après les autres, et ces cons d'intellectuels dits de gauche, n'ont toujours pas compris ce qui leur arrivait.

On ne va pas pleurer sur leur sort. J'évoque son cas, uniquement pour montrer comment fonctionne la justice de nos jours.

Closer - À l'issue de son procès, Nicolas Bedos a été condamné pour agressions sexuelles par le tribunal mardi 22 octobre 2024. Le fils de Guy Bedos a écopé d'un an de prison, dont six mois avec sursis. Mais aussi d'une obligation de soins. Pour rappel, le comédien était accusé par une jeune femme "de s'être dirigé vers elle, tête baissée. Avant de tendre la main droite au niveau de son sexe, par-dessus son jean". De son côté, une seconde jeune femme qui travaillait dans une boîte de nuit parisienne "a raconté aux enquêteurs que Nicolas Bedos l'avait attrapée par la taille. Et embrassée dans le cou dans la nuit du 11 au 12 mai 2023. Alors que ce dernier était ivre". De passage sur le plateau de C à vous mardi 22 octobre 2024, l'avocate du réalisateur, Me Julia Minkowski, a révélé que son client n'allait pas en rester là.

"Nous avons formé appel de cette décision. Donc je tiens à rappeler que Monsieur Nicolas Bedos, à ce jour, est toujours présumé innocent. C'est une décision rendue par un tribunal. Une décision de première instance", a premièrement indiqué Me Julia Minkowski. L'avocate de l'acteur a ensuite défendu bec et ongles son client.

"On a jugé Nicolas Bedos pas pour ce qu'il a fait. Mais pour ce qu'il est. Parce que c'est une personnalité. Et parce que la justice s'achète un bon coup de com'. Elle est tellement critiquée pour son incapacité à prendre réellement à bras-le-corps le problème des violences sexuelles. Que quand elle a une personnalité sous la main. Elle agit avec une célérité qu'on ne connaît pas par ailleurs", a notamment affirmé Me Julia Minkowski.

Un verdict qui interpelle au plus haut point Me Julia Minkowski, l'avocate de Nicolas Bedos : "Cette sévérité est totalement inédite, injuste, totalement inacceptable. Nous sommes dans une société où pour un baiser dans le cou ou une main posée sur un jean au milieu d'une boîte de nuit, on se retrouve condamné à porter un bracelet électronique pour une durée de six mois".

Ce jeudi 24 octobre 2024 sur Instagram, l'intéressée ayant reçu des "centaines de messages de gens de la sphère publique comme privée, célèbres et anonymes" est sortie du silence pour les remercier. Cela lui a "réchauffé le cœur", a précisé la mère de famille qui affirme sur Instagram que si ces retours venaient à être dévoilés au grand jour, "on comprendrait peut-être l'incroyable fossé qu'il y a désormais entre ce que les gens disent (ou plutôt n'osent pas dire) et ce qu'ils pensent".

Avec sa plume, la belle-fille de Joëlle Bercot n'a pas mâché ses mots quant à la peine prononcée contre sa moitié. "On ne répare pas une injustice en en commettant une autre. Respecter la loi oui, punir injustement un homme pour en faire un symbole, ça s'appelle de la tyrannie", a écrit Pauline Desmonts, le cœur lourd. "C'est la première fois dans l'histoire de la justice française qu'un juge

condamne un homme (n'ayant jamais eu de condamnation de cette nature) à de la prison ferme pour un comportement déplacé en boîte de nuit".

Voulant se faire entendre, la principale concernée a également ajouté : *"N'en déplaise à certains, ce n'est pas appliquer la loi que d'appliquer la peine maximale faisant fi du contexte, de la nature, de la gravité et de la matérialité des faits. La terreur se définit comme une période où un gouvernement ou un groupe minoritaire impose sa domination par la violence, l'intimidation et la répression systématique. Où la peur devient un moyen de contrôle, forçant les populations à se soumettre".* Closer 23 octobre 2024

Santé.

Parole d'internaute.

– Un patient atteint de la maladie de Parkinson constate une amélioration significative des symptômes après un mois de schéma posologique croissant. Patient atteint de la maladie de Parkinson qui souhaitait essayer l'ivermectine, sur la base de recherches précliniques prometteuses.

Cela fait 6 semaines, avec une dose croissante d'ivermectine. La réponse à l'ivermectine et l'amélioration des symptômes en si peu de temps ont été vraiment remarquables. Ce patient est à nouveau capable de jouer au golf. Je suis resté sans voix. Article Lien dans la photo pour éviter le shadowban, il suffit de re-taper l'URL dans la 1ère photo en haut, dans votre navigateur pour y accéder

<https://x.com/MakisMD/status/1849126172157764070>

Quel est le salaire d'un(e) infirmier(e) en 2024 en France ?

<https://www.20minutes.fr/vie-pro/4117436-20241024-salaire-e-infirmier-e-2024-france?xtor=RSS-176>

J-C - Il y a des dizaines de milliers d'emplois à pourvoir. Si vous avez un fils ou une fille, un petit-fils ou une petite-fille qui ne sait pas ce qu'il ou elle va devenir, après une formation de 3 ans, il ou elle sera assuré d'avoir un boulot, un statut, un salaire, certes, misérable au début, mais qui n'a pas commencé par là un jour parmi ceux qui sont nés dans une famille ouvrière.

Combat contre la dictature climatique.

La forêt mondiale est-elle menacée ? - Association des climato-réalistes 14 octobre 2024

<https://www.climato-realistes.fr/la-foret-mondiale-est-elle-menacee/>

Le réchauffement climatique a-t-il rendu plus probables les fortes précipitations qui se sont produit en Europe centrale en septembre 2024 ? - Association des climato-réalistes 13 octobre 2024

<https://www.climato-realistes.fr/le-rechauffement-climatique-a-t-il-rendu-plus-probables-les-fortes-precipitations-qui-se-se-sont-produit-en-europe-centrale-en-septembre-2024/>

Cyclone Hélène : un événement hâtivement attribué au réchauffement climatique - Association des climato-réalistes 8 octobre 2024

<https://www.climato-realistes.fr/cyclone-helene-un-evenement-hativement-attribue-au-rechauffement-climatique/>

Combat contre la barbarie coloniale et impérialiste.

Lu.

Par dizaines et peut-être par centaines, les résolutions onusiennes, les recommandations, du Conseil de sécurité ou de l'Assemblée générale, seront ignorées ou violées par l'État hébreu. De 1947 à 2024, on serait bien en peine d'en citer une seule qui ait été respectée. On trouvera ci-après quelques exemples de textes archivés sans suite :

La résolution 194 du 11/12/1948 qui place Jérusalem sous mandat international et garantit le principe des droits existants (sic) est ignorée. La résolution 242 du Conseil de sécurité du 22/11/67 qui traite de l'évacuation des territoires occupés l'est également, comme les résolutions 476 du 30/06/80, la 478 du 20/08/80 ainsi que la 672 du 12/12/90, qui condamnent l'attitude belliqueuse de l'État sioniste et ses lois illégales.

Au total ce sont 226 résolutions du Conseil de sécurité qui auraient été violées pour la période 1948/2016. Elles s'ajoutent aux 140 résolutions de l'Assemblée générale ignorées ou violées depuis 2015... Etc. Ce qui en dit long sur le respect accordé par certains États au Droit international. Démarche exceptionnelle et se référant à l'article 99 chapitre XV de la Charte, le secrétaire général Guterres a été amené à appeler le Conseil à agir d'urgence pour éviter une catastrophe humanitaire à Gaza, menace pour la paix et la sécurité dans le monde... C'est l'objet de la résolution 2712 du 15 novembre 2023.

Pourquoi cette désinvolture provocatrice ? La réponse est simple : l'État d'Israël est assuré du soutien tous azimuts de l'Occident, de l'Amérique et du bloc anglo-saxon en premier lieu.

J-C – Gardez soigneusement cela en mémoire.

Pensez à tout ce que vous avez lu sur le droit international, à tous ceux qui nous ont vendu ses mérites, c'était quoi ou qui ces gens-là ? Des démagogues, des imposteurs, des charlatans, il y en a par brouettés entières dans les médias et les réseaux sociaux. On en a la preuve ici, si c'était encore nécessaire

L'ONU condamnée à mort ? par Michel Raimbaud - Mondialisation.ca, 24 octobre 2024

Extraits.

Née dans le sillage de la seconde guerre mondiale, l'ONU a « *fauté* » dès ses premiers pas, endossant ou parrainant une spoliation de nature coloniale qui, plus de soixante-quinze ans plus tard, paraît quasiment irréparable.

Nous ne reproduirons pas ici le bilan atroce et accablant de la réaction et de la répression de l'Etat israélien contre les Gazaouis, surtout les civils palestiniens, enfermés à vie dans une enclave devenue le plus grand camp de concentration du monde, au sens plein du terme. Déjà spoliateur, usurpateur et ségrégationniste, pratiquant un apartheid comme l'Afrique du Sud de jadis, l'Etat sioniste a franchi une nouvelle étape dans son mépris des lois, du droit international et du droit humanitaire : il réalise en direct, prenant plaisir à le médiatiser, un génocide, une épuration ethnique, assortis de crimes de guerre, de crimes contre l'humanité et il est condamné sans appel par la Cour Internationale de Justice (CIJ) tandis que la Cour Pénale Internationale (CPI) a lancé deux mandats d'arrêt contre le Premier Ministre Netanyahu et le ministre Yoav Gallant.

On ne peut qu'être épouvanté de la démente des dirigeants sionistes, qui ont brisé tous les tabous et jeté aux oubliettes les lois internationales. Il est urgentissime de mettre fin à leur impunité par le blocus, l'isolement, le boycott systématique. Leur arrogance est devenue sans bornes, comme en témoigne la posture de Netanyahu qui s'opposait le 16 octobre passé à la participation de l'Algérie à la conférence de Paris sur le Liban (sic) et qui insulte les Nations-Unies dans leur sanctuaire, brandissant une carte du Proche-Orient où la Palestine est remplacée par un Grand Israël sans frontières, et son ambassadeur déchirant la Charte.

C'est le premier génocide en direct, revendiqué comme tel par un Etat qui s'affiche ouvertement comme un Etat hors-la-loi, s'enfonçant dans la monstruosité et la sauvagerie. Poursuivant sans repos le carnage à Gaza et en Palestine, tandis que le Sud-Liban et Beyrouth sont systématiquement bombardés sous prétexte d'éliminer les responsables du Hezbollah et de détruire son infrastructure économique et sociale, Israël n'épargne plus rien ni personne.

L'Occident collectif défend Israël dans tous ses crimes et méfaits, approuve son protégé lorsque celui-ci s'attaque ouvertement aux institutions de l'ONU et à ses émanations diverses : l'Assemblée Générale, l'UNRWA, la Commission des Droits de l'Homme, les rapporteurs et mandataires divers, la FINUL, se permettant de déclarer persona non grata le Secrétaire Général Antonio Guterres. Le dit Occident soutient sans réserve l'Etat sioniste lorsque ce dernier pratique avec ostentation le terrorisme dans toute la région, multipliant les incursions et assauts contre les installations civiles et les assassinats arbitraires, dans le cadre d'un terrorisme ciblé ou aveugle.

Nombreuses sont les voix qui s'élèvent pour réclamer que soit expulsé des Nations-Unies l'Etat terroriste qui leur a déclaré la guerre ainsi qu'au Secrétaire Général lui-même, déclaré persona non grata en Israël. Ce serait la moindre des choses. L'ONU avait pris une telle mesure contre l'Afrique du Sud de l'apartheid. En ne le faisant pas contre une entité criminelle à ce point et dangereusement provocatrice, elle se déshonore par son silence et avoue son impuissance, sous la pression, il faut bien le dire des Anglo-saxons et de l'Occident collectif, de plus en plus collectif dans l'ignominie et l'hypocrisie, recroquevillé sur des « *valeurs* » et des « *normes* » de son invention, imposées en lieu et place du droit onusien.

Qui dira l'horreur des enfants tués d'une balle dans la tête, des femmes systématiquement ciblées, des prisonniers systématiquement violés, des civils déshumanisés, au prétexte qu'ils sont « *des*

animaux ». On ne hurlera jamais assez pour leur rappeler aux indifférents que des familles entières par milliers, voire dizaines de milliers, sont exterminées et meurent sous les décombres suite aux bombardements aveugles de « *l'armée la plus morale du monde* ». Aucun pays ne proteste, ne demande des comptes, ce qui encourage les dirigeants de Tel Aviv à poursuivre leurs projets de destruction et de domination de toute la région... Francesca Albanese, rapporteuse sur la situation des DDH dans les territoires occupés : un million de Palestiniens ont fait l'expérience des prisons israéliennes depuis 1967. Gaza, plus grand camp de concentration à ciel ouvert de la planète. Aux termes du droit international, les Palestiniens ont le droit de résister à l'occupant par tous les moyens, qu'ils soient ou non légaux : en pareil cas, la notion de terrorisme n'existe pas, malgré l'acharnement occidental à qualifier le Hamas de groupe terroriste.

Les membres de l'ONU se taisent, et tout se passe comme si déjà l'ONU elle-même était décédée, de sa belle ou de sa vilaine mort ou d'une mort honteuse... Mondialisation.ca, 24 octobre 2024

Liban : les locaux à Beyrouth de la chaîne Al-Mayadeen touchés lors d'une frappe israélienne - RT 24 oct. 2024

Le bureau de la chaîne Al-Mayadeen à Beyrouth a été touché le 23 octobre par une frappe israélienne. Le média a annoncé que les locaux étaient vides, ayant déménagé au début du conflit. La ligne éditoriale du site est perçue comme favorable au Hezbollah ainsi qu'au gouvernement syrien.

Israël accuse six journalistes d'Al-Jazeera de travailler pour le Hamas et le Jihad islamique, la chaîne dément - RT 24 oct. 2024

L'armée israélienne a accusé le 23 octobre six journalistes d'Al-Jazeera de faire partie du Hamas et du Jihad islamique.

De son côté, la chaîne qatarie a démenti les allégations israéliennes, «*rejetant catégoriquement la représentation de nos journalistes comme des terroristes par les forces d'occupation israéliennes et dénonce leur utilisation de preuves fabriquées*».

Pour le média, dont le siège est basé à Doha, le but de l'accusation israélienne est de mettre une cible dans le dos des journalistes encore présents sur place. «*Le réseau considère ces accusations fabriquées comme une tentative flagrante de faire taire les quelques journalistes restants dans la région, occultant ainsi les dures réalités de la guerre aux yeux du public du monde entier*», peut-on lire dans le communiqué.

Conflit au Proche-Orient : l'aviation israélienne frappe Tyr, principale ville du sud-Liban - RT 24 oct. 2024

L'armée israélienne a bombardé le 23 octobre la ville historique de Tyr, dans le sud du Liban, ciblant des banques proches du Hezbollah et des quartiers résidentiels. Des milliers d'habitants ont pris le chemin de l'exil.

Russie.

Discours de Vladimir Poutine lors de la réunion dans le format élargi du sommet des BRICS - Réseau International 24 octobre 2024

[https://reseauinternational.net/discours-de-vladimir-poutine-lors-de-la-reunion-dans-le-format-
elargi-du-sommet-des-brics/](https://reseauinternational.net/discours-de-vladimir-poutine-lors-de-la-reunion-dans-le-format-elargi-du-sommet-des-brics/)

Ukraine.

Conflit en Ukraine : le maire de Lvov affirme que les «bons Russes» n'existent qu'«au cimetière» - RT 24 oct. 2024

Le maire de Lvov, Andreï Sadovoy, a tenu des propos particulièrement virulents à l'encontre de Russes exilés en Ukraine lors d'une interview avec RBK Ukraine le 21 octobre, affirmant que la seule place des «bons Russes» était «au cimetière». L'édile venait alors de répondre à plusieurs questions concernant la tenue dans sa ville, en mai dernier, d'un «forum» réunissant une quarantaine de Russes favorables à la politique de Kiev.

Parmi ces pro-ukrainiens figuraient notamment Ilya Ponomariov, ancien député de la Douma (2008-2016), désormais impliqué dans la promotion de milices russes combattant aux côtés des forces armées ukrainiennes. Moscou considère ces groupes comme terroristes et les accuse d'être instrumentalisés par le service de renseignement ukrainien. RT 24 oct. 2024

Moldavie.

J-C – Encore une élection frauduleuse à mettre au compte de l'OTAN, puisque les centaines de milliers de Moldaves résidant en Russie n'ont pas pu voter, contrairement à ceux présents dans l'UE.

Et Bruxelles ose dénoncer "une ingérence et une intimidation sans précédent" de la Russie ! Ils sont couverts par les médias mainstream et les partis institutionnels qui relateront la version de l'OTAN.

Fraude électorale en Modavie pour rejoindre l'Union européenne - MPR 21 - legrandsoir.info 23 octobre 2024

Dans un exercice effronté caractéristique, Bruxelles a dénoncé "une ingérence et une intimidation sans précédent" de la Russie lors du référendum pour l'incorporation de la Moldavie dans l'Union européenne. En effet, le référendum de dimanche a été truqué, mais à l'envers : promouvoir l'adhésion à l'Union européenne comme étape préliminaire à l'annexion du pays à la Roumanie.

Le gouvernement a fermé toutes les chaînes de télévision de l'opposition (NDT : ainsi que RT), interdit plusieurs partis et a même fait pression sur Durov, le propriétaire de Telegram, pour qu'il censure les chaînes d'une partie de l'opposition. Le vote a été très serré : 50,4% en faveur de l'entrée contre 49,6% contre. En termes absolus, la différence est d'environ douze mille voix.

Aucune des deux parties n'a pris l'avantage jusqu'à la dernière minute, lorsque les 180 000 votes des Moldaves vivant dans l'Union européenne ont été ajoutés. 90% d'entre eux ont voté dans l'affirmative.

Mais beaucoup plus de Moldaves vivent en Russie que dans l'Union européenne, près de 40%, dont seulement 5% ont pu voter. La plupart n'ont pas pu le faire car le gouvernement moldave n'a ouvert que 2 bureaux de vote à Moscou pour 400 000 citoyens moldaves vivant en Russie, au lieu des 17 précédents.

En revanche, 60 bureaux de vote ont été ouverts en Italie, 26 en Allemagne, 20 en France, 17 au Royaume-Uni, 16 en Roumanie, 16 aux États-Unis, 11 en Espagne, 10 en Irlande et 6 au Portugal.

La Moldavie est lentement et patiemment absorbée par la Roumanie. La plupart des hauts fonctionnaires moldaves ont la nationalité roumaine, ce qui serait inacceptable dans n'importe quel pays du monde.

Le Chef de l'Etat, le Président du Parlement, le Premier Ministre, le Ministre des Affaires étrangères, la grande majorité des ministres et députés du parti au pouvoir, la plupart des postes de chefs d'Etat, ministres d'Etat, membres de la Cour constitutionnelle, le chef des services secrets sont roumains.

Pour que la Roumanie absorbe la Moldavie, elle doit d'abord adhérer à l'Union européenne, ce qui est l'étape précédente qu'ils ont franchie dimanche avec la fraude électorale.

L'OTAN, les migrants dans l'UE et la guerre à venir en Moldavie - voltage.net.org 22 octobre 2024

Par Thierry Meyssan

Extraits

La Moldavie a acquis son indépendance lors de la dissolution de l'URSS, le 27 août 1991, huit jours après la déclaration d'indépendance de la Transnistrie (19 août). Cette petite république a été successivement considérée comme ukrainienne, puis après le pacte Molotov-Ribbentrop, fondue par Staline dans une partie de la Roumanie sous le nom de Moldavie. Depuis trente-trois ans, les deux entités sont absolument distinctes, cependant les Nations unies ont enregistré, en 1991, la Transnistrie comme une région de la Moldavie. La Cour de justice a considéré que la Moldavie n'est pas « sûre », au motif que la Transnistrie serait une région « rebelle », quoique totalement indépendante avant même l'indépendance de la Moldavie.

En 1992, la population transnistrienne s'est emparée des blindés de la Force de paix russes pour combattre les forces roumaines commandées par la CIA.

Il se trouve que la Transnistrie, aujourd'hui République moldave du Dniestr, a dû affronter l'OTAN lors d'une guerre présentée mensongèrement par l'Occident comme la « *guerre civile moldave* » (sic), alors même que l'armée moldave n'y a jamais pris part. Le 17 septembre 2006, cette petite république a demandé par référendum à adhérer à 97,2 % à la Fédération de Russie. Elle l'a à

nouveau demandé, en 2014, lorsque la Crimée voisine a été admise dans la Fédération de Russie [8].

Lorsque la Rand Corporation, le laboratoire de pensée du lobby militaro-industriel états-unien, a présenté son plan pour Étendre et déséquilibrer la Russie (Overextending and Unbalancing Russia) à la Chambre des représentants, le 5 septembre 2019, ses membres ont insisté pour lancer une guerre en Ukraine, ou à défaut, en Transnistrie [9]. Vu l'échec militaire des nationalistes intégraux en Ukraine, Washington pense rapidement passer un cran et lancer une guerre en Transnistrie/Moldavie [10].

Après que le plan de la RAND Corporation ait été rédigé, de petites mains ont créé des pages en 43 langues consacrées à la « *guerre du Dniestr* » de 1992 sur l'encyclopédie en ligne Wikipedia. C'est une excellente illustration de la manière de procéder de la propagande atlantique. La présentation des événements fait l'impasse sur le rôle de la CIA dans les combats. Les forces de l'OTAN y sont décrites comme « *moldaves* », alors qu'elles étaient roumaines. Comparez ces pages avec l'article que j'ai écrit à ce sujet, il y a dix-sept ans [11]. Vérifiez les références. Cette narration fantaisiste sera reprise de bonne foi par tous les journalistes occidentaux.

Le 20 octobre 2024, les Moldaves devaient élire leur président et se prononcer sur l'inscription dans la Constitution de leur demande d'adhésion à l'Union européenne. Surprise : ils ont choisi de reconduire à la présidence la pro-UE Maia Sandu, mais ont voté contre l'adhésion de leur pays à cette organisation supranationale. Le plan de Washington prévoyait une sorte de remake du coup d'État de la place Maïdan de 2014. Cette fois, il ne s'agissait pas de placer des « *nationalistes intégraux* » au pouvoir, mais de provoquer une guerre avec la Transnistrie. La Cour de justice de l'UE avait pris les devants en interdisant de renvoyer en Moldavie les citoyens qui refuseraient d'y participer.

Dans un premier temps, la présidente Maia Sandu a dénoncé « *une attaque sans précédent contre la démocratie* ». « *Des groupes criminels, agissant de concert avec des forces étrangères hostiles à nos intérêts nationaux, ont attaqué notre pays à coups de dizaines de millions d'euros, de mensonges et de propagande* » pour « *piéger notre pays dans l'incertitude et l'instabilité* », a-t-elle précisé. Puis, dans un second temps, la Commission électorale a annoncé une victoire du « *Oui* » à 50,28 %, après comptabilisation des votes des Moldaves à l'étranger ; un résultat largement dénoncé comme frauduleux en Moldavie, mais applaudi par la presse occidentale.

Notes :

[8] « *La Transnistrie demande d'adhérer à la Fédération de Russie* », Réseau Voltaire, 24 mars 2014.

[9] Overextending and Unbalancing Russia, James Dobbins, Raphael S. Cohen, Nathan Chandler, Bryan Frederick, Edward Geist, Paul DeLuca, Forrest E. Morgan, Howard J. Shatz, Brent Williams, Rand Corporation, April 2019. Voir aussi les détails du plan dans Extending Russia : Competing from Advantageous Ground, Raphael S. Cohen, Nathan Chandler, Bryan Frederick, Edward Geist, Paul DeLuca, Forrest E. Morgan, Howard J. Shatz & Brent Williams, Rand Corporation, May 25, 2019.

[10] « *Rand Corp : comment abattre la Russie* », « *Ukraine : tout était écrit dans le plan de la Rand Corp.* » et « *La guerre avance selon le plan de la Rand Corporation* », par Manlio Dinucci, Traduction M.-A., Réseau Voltaire, 21 mai 2019, 8 mars et 18 octobre 2022.

[11] « *En 1992, les États-Unis tentèrent d'écraser militairement la Transnistrie* », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 17 juillet 2007.

<https://www.voltairenet.org/article221413.html>

Portugal.

Deuxième nuit d'émeutes à Lisbonne après la mort d'un homme tué par la police - Euronews 23 octobre 2024

L'agglomération de Lisbonne a connu une nuit d'émeutes, avec plusieurs incidents de violence et de vandalisme enregistrés dans différents endroits, à savoir Carnaxide (Oeiras), Casal de Cambra (Sintra) et Damaia (Amadora), aux premières heures de la matinée de mardi.

Outre le quartier de Zambujal, la PSP a également renforcé ses ressources dans divers endroits, notamment dans les zones urbaines sensibles.

Dans la nuit, des émeutes ont également été signalées à Carnaxide, dans la municipalité d'Oeiras, plus précisément dans le quartier de Portela, où des coups de feu ont été tirés et un bus incendié, ainsi que plusieurs poubelles et un véhicule léger.

Dans la municipalité de Sintra, un objet a été lancé sur le poste de police de la PSP à Casal de Cambra, sans causer de dommages, et à Damaia, des troubles ont eu lieu dans plusieurs rues, y compris des jets de pétards et de pierres sur la voie publique, ainsi que des incendies criminels de plusieurs poubelles.

Cette deuxième nuit de violence dans les rues fait suite à la mort d'Odair Moniz, 43 ans, abattu par un agent de la PSP aux premières heures du lundi matin dans le quartier de Cova da Moura à Amadora.

La police a expliqué que lorsque les agents "*se sont approchés du suspect, celui-ci a résisté à l'arrestation et a tenté de les agresser avec une arme blanche*", ajoutant que "*l'un des agents de police, ayant épuisé tous les autres moyens et efforts*", a utilisé une arme à feu sur le suspect "dans des circonstances qui feront l'objet d'une enquête criminelle et disciplinaire".

Ce mercredi, dans une nouvelle communication, le PSP a dit "*regretter la mort*" d'Odair Moniz, soulignant qu'elle "*fait l'objet d'une enquête de la part des autorités judiciaires*".

Le policier qui a tiré sur l'homme a depuis été mis en examen, a indiqué une source de la Polícia Judiciária.

Mardi, des dizaines de personnes se sont rassemblées devant l'appartement où vivait Odair Moniz, dans le quartier Zambujal d'Amadora, pour lui rendre hommage. Citoyen cap-verdien de 43 ans, il était propriétaire et gérant d'un café et était connu de tous les habitants du quartier sous le surnom de "*Dá*" et père de trois enfants.

La mobilisation a été organisée à l'initiative d'une association d'habitants du quartier. "*Les gens étaient incrédules [face à la mort d'Odair Moniz]*", a déclaré à Lusa Gilberto Pinto, président de l'association des habitants du quartier, A Partilha.

"*C'est un effet boule de neige, un sentiment d'injustice qui s'est installé*", a-t-il déclaré à l'agence de presse portugaise.

Les habitants soulignent la personnalité d'Odair et refusent de croire la version de la police, qui affirme qu'il les a menacés avec une arme blanche. Euronews 23 octobre 2024

J-C – On va vers un état de guerre civile dans plein de pays occidentaux, à suivre.